REPUBLIQUE DU DAHOMEY

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret N° 395 /PR/MCET
portant création de la Société d'Etat
dite : "Société Nationale des Huileries
du Dahomey" (SNAHDA)

--:--

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- VU la loi N° 60-36 du 26 Novembre 1960 portant Constitution de la République du Dahomey ;
- VU la loi N° 60-22 du 13 Juillet 1960 portant ouverture dans la Comptabilité du Trésor Dahoméen d'un compte d'emploi des produits des exploitations industrielles d'huile de palme ;

LE CONSEIL DES MINISTRES ENTENDU,

DECRÊTE :

Article 1er - Sont approuvés les statuts de la Société d'Etat dite "Société Nationale des Huileries du Dahomey (SNAHDA) publiés en annexe du présent décret.

Article 2 - L'Autorité de tutelle de la Société Nationale des Huileries du Dahomey est le Ministère dont dépend l'Economie.

Article 3 - Le Ministre de l'Economie, du Commerce et du Tourisme est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République du Dahomey.

Fait à PORTO-NOVO, le 6 DECEMBRE 1961

Le Président de la République,
Chef de l'Etat,

VU :

Le Ministre du Commerce,
de l'Economie et du Tourisme,

H. MAGA

P. DARBOUX

AMPLIATIONS :

P.R.	15
S.G.G.	4
MINISTRES	13
M.C.E.T.	15
M.F.B.	5
V.P.	5
M.A.C.	2
A.N.D.	2
COUR SUPREME	2
TRUSOR	2
J.O.D.	1

T A T U T S

DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES HUILERIES DU DAHOMEY.

(S.N.A.H.D.A.)

T I T R E I

DEFINITION

ARTICLE 1er. - Il est créé au Dahomey une Société d'Etat dite "Société Nationale des Huileries du Dahomey" (dite S.N.A.H.D.A.) régie par les dispositions des présents statuts.

1 - 2 La Société est soumise aux dispositions réglementaires de la législation dahoméenne.

1 - 3 Dans le silence de celle-ci et pour ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il est fait référence aux dispositions réglementaires de la législation française à la date de dépôt des statuts, notamment à la loi du 24 Juillet 1867 et aux textes modificatifs de ladite loi.

ARTICLE 2. - La Société Nationale des Huileries du Dahomey exerce son activité conformément aux lois et usages régissant le fonctionnement des Sociétés privées. Elle est notamment astreinte aux mêmes formalités de publicité et de publication que les Sociétés par actions.

2 - 2 La Société Nationale des Huileries du Dahomey est dotée de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

2 - 3 Elle est inscrite au registre de commerce du Dahomey.

T I T R E II

SIEGE SOCIAL

ARTICLE 3. - Le siège social de la Société est fixé à AVRANKOU. Il pourra être transféré en tout autre lieu du territoire du Dahomey sur simple décision du Conseil d'Administration.

T I T R E III

O B J E T

ARTICLE 4. - La Société a pour objet :

4 - 1. L'exploitation des huileries de palme d'Ahozon, Avrankou Bohicon et Gpada.

4 - 2 accessoirement toutes opérations et toutes entreprises annexes et connexes à l'objet principal ainsi que la gérance de tous travaux agricoles de nature à développer la culture du palmier à huile.

4 - 3 et généralement toutes opérations se rattachant directement ou indirectement aux activités définies ci-dessus ou de nature à favoriser leur développement et, s'il y a lieu, la création de Sociétés nouvelles.

TITRE IV

CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 5.- Le capital social est composé initialement :

- par les immeubles et le matériel fixe d'exploitation appartenant à l'Etat pris en compte pour la valeur estimée au jour de création de la Société, valeur approuvée en Conseil des Ministres,
- par une dotation de DEUX CENTS MILLIONS DE FRANCS CFA de la République du Dahomey.

5 - 2 Le capital social pourra être augmenté ou diminué par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Conseil d'Administration de la Société.

TITRE V

ADMINISTRATION

ARTICLE 6.- La Société est administrée par un Conseil d'Administration ainsi composé :

- 1 représentant du Ministre dont dépend l'Economie
- 1 représentant du Ministre dont dépend le Plan
- 1 représentant du Ministre des Finances
- 1 représentant du Ministre de l'Agriculture
- 1 représentant du Ministre du Travail
- 1 représentant du Ministre de la Justice
- 1 représentant du Ministre des Travaux Publics

Le Président du *Banque Dahoméenne de Développement*
Crédit National

- 2 représentants du Personnel des Huileries
- 2 représentants des producteurs,

6 - 2 Les Administrateurs sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition des Administrations ou des organismes qu'ils représentent.

6 - 3 Le Directeur Général de la Société assiste aux réunions du Conseil avec voix consultative.

6 - 4 Le Conseil d'Administration peut se faire assister de tout expert qu'il juge utile qui siège avec voix consultative.

ARTICLE 7.- Les Administrateurs doivent être de nationalité dahoméenne jouir comme tels de leurs droits civils et politiques, et n'avoir subi aucune peine afflictive ou infamante.

7 - 2 Les Conventions entre la Société et l'un de ses administrateurs, ou entre la Société et une entreprise dont l'un des administrateurs, de la Société est propriétaire, associé en nom, gérant ou administrateur ne peuvent intervenir que dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

7 - 3 Il est interdit aux administrateurs de contracter sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la Société de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

ARTICLE 8.- Les membres du Conseil d'Administration, y compris le Président sont responsables de leur gestion conformément aux lois en vigueur.

ARTICLE 9.- Les ~~cas~~ ^{cas} d'exclusion et les incompatibilités édictées par les lois et décrets en vigueur en ce qui concerne l'exercice des fonctions de Président, d'Administrateur, de Directeur général, de commissaires aux comptes dans les Sociétés par actions sont applicables aux personnes qui remplissent les fonctions correspondantes à la Société Dahoméenne d'Huilerie.

ARTICLE 10.- Les membres du Conseil d'Administration qui en cours de fonction, cessent de représenter la personne morale ou l'organisme sur la présentation desquels ils ont été désignés, doivent être remplacés.

10-2 Les fonctions d'un Administrateur peuvent encore prendre fin en cours de mandat, soit par suite de décès- ou de démission, soit sur demande motivée de remplacement, émanant de la personne morale ou de l'organisme qui l'avait proposé, soit en cas de dissolution.

10-3 Le Conseil ne peut valablement délibérer que si le nombre des membres présents ou dûment représentés atteint au moins la moitié du nombre des Administrateurs désignés ci-dessus.

10-4 Tout administrateur peut déléguer ses pouvoirs à un autre administrateur à effet de voter en ses lieu et place. Toutefois, un mandataire ne peut disposer de plus de deux voix y compris la sienne.

10-5 Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents, et valablement représentés et constatés par le Procès-verbal inscrit sur un registre spécial et signé par le Président de séance.

10-6 En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

10-7 Le Conseil désigne en son sein un Président de séance en cas d'absence du Président et à défaut par celui-ci de l'avoir désigné.

10-8 Le Conseil se réunit sur la convocation de son Président au moins une fois par trimestre et chaque fois que celui-ci l'estime utile, ou chaque fois que la demande en est faite par le tiers au moins des administrateurs, ou sur demande du Ministre de tutelle.

ARTICLE 11.- Le Président du Conseil d'Administration est nommé par décret en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de Tutelle. Il est responsable devant ce dernier.

11-2 Le Président est assisté d'un Directeur général nommé par décret en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de Tutelle. La rémunération du Directeur Général est fixée en Conseil des Ministres sur proposition du Conseil d'Administration.

11-3 Les fonctions du Président du Conseil d'Administration et de Directeur général peuvent être cumulées.

ARTICLE 12.- Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour gérer la Société et agir au nom de cette dernière, accomplir ou autoriser tous actes et opérations relatifs à son objet et représenter la Société vis à vis de l'Etat, de toutes administrations publiques et privées et de tout tiers.

12-2 Sous réserve de l'inaliénabilité des immeubles et du matériel fixe d'huilerie mentionnés à l'article 5, paragraphe I, il a notamment les pouvoirs énumérés aux alinéas suivants qui sont énonciatifs et non limitatifs.

12-3 Il décide tous achats, ventes, locations échanges et aliénations de biens, meubles et immeubles, ainsi que tous retraits, transferts conversions et aliénations de valeurs de la Société, sous réserve de la restriction ci-dessus.

12-4 Il décide dans le cadre de l'objet et sous réserve des autorisations administratives nécessaires, de la création de toutes Sociétés ou du concours à la fondation de toutes Sociétés, fait établir et signer par tous délégués tous statuts, déclarations de souscription et versements et autres actes utiles.

12-5 Sous les réserves ci-dessus, il intéresse la Société dans toutes affaires ou sociétés constituées ou à constituer, par voie de souscription ou apport en espèces, par achat d'actions, droits sociaux ou autres titres et généralement par toutes formes quelconques.

12-6 Sous les mêmes réserves, il fait à toutes les sociétés constituées ou à constituer apport de telles parties de l'actif social qu'il appréciera et ne comportant point la dissolution ou la restriction de l'objet social, il reçoit en représentation tous titres, actions, obligations, droits sociaux ou rémunérations quelconques.

12-7 Il accepte, dans toutes sociétés, toutes fonctions, tous mandats de gérant, d'administrateur et autres, les fait exercer par tels délégués qu'il apprécie.

12-8 Il consent, accepte et résilie tous baux et locations avec ou sans promesse de vente.

12-9 Outre la réalisation des travaux qui sont l'objet même de la société, il crée les ateliers, usines dépôts, locaux, bureaux, agences ou succursales nécessaires, il les déplace et les supprime.

12-10 Il hypothèque tous immeubles de la société, consent toutes antichrèses et délégations, donne tous gages, nantissements ou autres garanties mobilières ou immobilières de quelques natures que ce soit, consent toutes subrogations avec ou sans garantie, accepte en paiement toutes annuités et délégations et accepte tous gages, hypothèques et autres garanties, sous réserves de la restriction mentionnée à l'alinéa 2 du présent article.

12-11 Il demande, accepte, retrocède, modifie et même résilie toutes concessions, prend part à toutes adjudications, fournit tous cautionnements ou en opère le retrait.

12-12 Il cautionne et avalise.

12-13 Il autorise et suit toutes actions judiciaires devant toutes juridictions, tant en demandant qu'en défendant.

12-14 Il autorise tous traités, compromis, transactions, acquiescements, désistements, ainsi que toutes délégations, antériorités, et subrogations avec ou sans garantie et toutes mainlevées d'inscription de saisie, d'oppositions avant ou après paiement.

12-15 Il propose au Conseil des Ministres la rémunération du Directeur Général.

12-16 Il établit l'état prévisionnel des recettes et des dépenses.

12-17. Il arrête les comptes et fait un rapport sur ces comptes ainsi que sur les activités et la situation de la Société. Ces documents sont adressés au Ministre de Tutelle pour être soumis au Conseil des Ministres.

ARTICLE 13. - Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux transcrits sur un registre spécial paraphé, et signés par le Président de séance.

ARTICLE 14. - Le Président du Conseil d'Administration assure sous sa responsabilité la Direction générale de la Société assisté du Directeur général.

14-2 Si le Président est dans l'impossibilité d'exercer temporairement ses fonctions, le Ministre de tutelle y pourvoit après avis du Conseil des Ministres. Cette délégation renouvelable, est toujours donnée pour une durée limitée.

ARTICLE 15. - Le Conseil d'Administration délègue partiellement ses pouvoirs conformément aux clauses prévues dans le règlement intérieur, à son Président ou à un ou plusieurs administrateurs choisis en son sein.

15-2 Sous la responsabilité du Président, le Directeur Général assure la gestion des affaires courantes.

15-3 Le Président nomme et révoque, sur proposition du Directeur général, dans le respect de la réglementation en vigueur, tous agents et employés de la société fixe leurs attributions ainsi que les conditions de leur admission et de leur retribution.

15-4 Le Président et le Directeur général peuvent consentir des délégations partielles de pouvoirs à des membres du personnel pour la gestion courante de la société.

ARTICLE 16. - Un règlement intérieur de la Société sera établi par le Conseil d'Administration pour fixer les conditions dans lesquelles la Société effectuera les opérations correspondant à son objet social.

T I T R E VI

ETAT DE PREVISION - INVENTAIRE - BENEFICE - RESERVES

ARTICLE 17. - L'année sociale commence le premier Janvier et finit le trente et un Décembre.

17-2 exceptionnellement, le premier exercice social commencera à la date de constitution de la société et se terminera le trente et un Décembre de l'année qui suivra celle au cours de laquelle la Société aura été constituée.

17-3 La comptabilité de la Société est conforme aux dispositions du plan comptable.

17-4 Il est établi chaque année par le Conseil d'Administration un état prévisionnel, un inventaire, un bilan, un compte de profits et pertes.

17-5 L'état prévisionnel concerne aussi bien les opérations concédées que les opérations ne faisant pas l'objet d'une concession.

.../...

17-6 L'inventaire, le bilan, le compte d'exploitation et le compte de profits et pertes sont mis à la disposition des commissaires aux comptes le trentième jour au plus tard après la clôture de l'exercice.

ARTICLE 18.- L'état prévisionnel est soumis au Conseil des Ministres pour approbation, au plus tard un mois avant le début de l'exercice. A défaut de réponse au plus tard 15 jours francs avant le début de l'exercice, l'état prévisionnel est réputé agréé.

L'inventaire, le bilan, le compte d'exploitation et le compte de pertes et profits approuvés par le Conseil d'Administration au plus tard 2 mois après la clôture de l'exercice sont soumis immédiatement à l'approbation du Conseil des Ministres. Faute de réponse dans un délai de 30 jours francs l'approbation est réputée acquise.

ARTICLE 19.- Les produits constatés par l'inventaire après déduction des dépenses et charges d'exploitation, des frais généraux, des charges financières, des amortissements des prélèvements nécessaires pour la constitution d'un fonds de renouvellement constituent le bénéfice net.

19-2 Le montant des amortissements sur les immeubles et le matériel fixe désignés à l'article 5, paragraphe 1 ainsi que le montant des bénéfices nets sont versés au "compte d'emploi des produits des exploitations industrielles d'huiles de palme" prévu par la loi 60-22 du 13 Juillet 1960.

T I T R E VII

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 20.- Auprès de la société sont placés deux commissaires aux comptes remplissant les conditions légales et nommés par décret en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Finances.

20-2 Les commissaires aux comptes exécutent leur mission selon les obligations et dans les conditions prévues pour les sociétés anonymes par les dispositions en vigueur.

20-3 Ils procèdent au moins une fois par an et à la requête du Commissaire du Gouvernement à une vérification de Caisse et de Comptabilité effectuée à l'improviste.

20-4 Ils adressent leur rapport au Conseil d'Administration. En cas de désaccord chacun d'entre eux peut présenter un rapport séparé.

20-5 L'un des commissaires aux comptes peut agir seul en cas de décès, de démission, refus ou empêchement de l'autre.

20-6 En cas de décès, refus, démission ou empêchement de deux Commissaires il est procédé d'urgence à la nomination de deux nouveaux commissaires dans les conditions définies ci-dessus.

20-7 Les Commissaires ont droit à une rémunération fixée par le Conseil d'Administration.

T I T R E VIII

AUTORITE DE TUTELLE

ARTICLE 21.- L'autorité de tutelle de la Société Dahoméenne des Huileries est le Ministère dont dépend l'Economie.

21-2 Il reçoit copie des délibérations du Conseil d'Administration, dans les conditions qu'il fixe.

21-3 Le Ministre de tutelle peut le cas échéant, provoquer une réunion du Conseil d'Administration. Il peut également, dans les huit jours qui suivent toute délibération du Conseil d'Administration, demander un nouvel examen de la question débattue.

21-4 Le Ministre de tutelle peut dans les 8 jours suivant la nouvelle délibération du Conseil d'Administration sollicitée par lui, demander qu'il soit sursis aux décisions prises.

21-5 Il rend compte immédiatement de son intervention au Conseil des Ministres.

21-6 La délibération devient exécutoire si l'opposition n'est pas confirmée par le Chef de l'Etat le Conseil des Ministre entendu dans le délai de trente jours suivant la date de notification à la société par le Ministre de tutelle.

R E C T I F I C A T I F

aux statuts de la Société Nationale des
Huileries du Dahomey (S. N. A. H. D. A.)
annexés au Décret n° 395/PR/MCET du 6
Décembre 1961 -

PAGE 2

- Article 6 -

Au lieu de :

" le Président du Crédit National "

Lire :

" Le Président de la Banque Dahoméenne de Développement "

PAGE 3

- Article 9

Au lieu de :

" les clauses d'exclusion et les incompatibilités édic-
tées par les lois et décrets en vigueur....."

Lire :

" les causes d'exclusion et les incompatibilités édic-
tées par les lois et décrets en vigueur....."-

AMPLIATIONS:

P.R.	15
S.G.G.	4
MINISTRES	13
M.C.E.T.	15
M.F.B.	5
V.P.	5
M.A.C.	2
A.N.D.	2
COUR SUPREME	2
TRESOR	2
J.O.R.D.	1